



Décision n° 201-208

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2018-208 du 12 juin 2018 autorisant l'association Métropole Nice Côte d'Azur Sports à organiser le passage de la course cycliste « Tour de la Métropole » dans le cœur du parc national aux dates des 20 et 22 juin 2018,

VU la demande présentée par Monsieur STEPPEL Gérard, président de l'association Métropole Nice Côte d'Azur Sports datée du 17 avril 2018 ainsi que les compléments transmis en date du 15 mai 2018,

Considérant que la demande porte sur la couverture médiatique – audiovisuelle et photographique - de la course cycliste dénommée « Tour de la métropole » et confiée à la société 4Cast,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 5° *information ou retransmission d'activités ou de manifestations autorisées* »,

Considérant enfin que la demande n'implique pas de prise de vues aériennes au moyen de survols d'aéronefs motorisés, y compris drone,

Décide :

Article 1:

La société 4CAST, identifiée sous le numéro SIREN 437 731 433, représentée par son président Monsieur PILLOUD Stéphane et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisée à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser la couverture médiatique de la course cycliste dénommée « Tour de la Métropole », organisée par l'association Métropole Nice Côte d'Azur Sports.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour les dates des mercredi 20 et vendredi 22 juin 2018 sur la route d'accès au col de la Bonette, ainsi que leurs environs proches.

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit. A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites, ainsi que l'approche de nids.

3.2. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de parc national, y compris d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du parc national du Mercantour.

Article 6 :

6.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans son reportage et sur ses photographies, la mention « réalisé dans le parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du parc national du Mercantour :

- une copie du reportage ou un lien Internet lui permettant de visionner celui-ci sans limite de durée de validité.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision avis sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de 3 mois à compter de son édiction.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 12 juin 2018



Le Directeur du
Parc national du Mercantour


CHRISTOPHE VIRET